

Vendredi 5 Janvier 1872

Prix du Numéro : DÉPARTS : 15 CENT.

Les Manuscrits ne sont pas rendus

REDACTION : PARIS, RUE MONTMARTRE, 123

Directeur politique gérant : LEONCE DÉTROYAT

Prix du Numéro à Paris : 10 Centimes

# LA LIBERTÉ

Vendredi 5 Janvier 1872

Annuaire : MM. Ch. Lacroix, Conf. et C., 6, place de la Bourse

40 FR. PAR AN. — 24 FR. PAR SEMESTRE. — 13 FR. PAR TRIMESTRE

BUREAUX : PARIS, RUE MONTMARTRE, 146

Administrateur co-gérant : LOUIS GAL

## ELECTIONS DU 7 JANVIER

CANDIDAT RÉPUBLICAIN

**M. VAUTRAIN**

Président du conseil municipal de Paris  
et du conseil général de la Seine.

## UNION PARISIENNE DE LA PRESSE

Hier soir à la presque unanimité la réunion des membres de l'Union parisienne de la presse a adopté l'ordre du jour suivant :

La majorité des membres de l'Union parisienne de la presse a déclaré que la candidature de M. Vautrain n'était pas de nature à réunir toutes les fractions du parti de l'ordre. Sans renoncer à poursuivre son œuvre dans l'avenir, l'Union a décidé de laisser à chacun des journaux qui la composent leur pleine liberté d'action, en vue de l'élection du 7 janvier prochain.

Préalablement, la candidature de M. Vautrain mise aux voix avait été repoussée par les journaux dont les noms suivent : L'Univers, le Monde, le Constitutionnel, la France, la Gazette de France, l'Union, le Figaro, le Gaulois, le Paris-Journal, le Journal de Paris et le Messager de Paris.

Ont adopté la candidature de M. Vautrain : la Liberté, le Moniteur universel, le Journal des Débats, la Presse, le Petit Moniteur, la Petite Presse.

S'est prononcée pour l'abstention : la Patrie.

Aucun candidat n'ayant été proposé, il a été déclaré comme il est dit ci-dessus que les journaux composant l'Union parisienne reprendraient leur liberté d'action en vue de l'élection du 7 janvier prochain.

## AVIS

La deuxième édition du numéro du 2 janvier, contenant la nomenclature des événements qui se sont succédés depuis le 15 juillet 1870, époque de la déclaration de guerre à la Prusse, jusqu'au 31 décembre 1871, est mise en vente, à compter de ce jour, dans les bureaux de l'administration de la Liberté, 146, rue Montmartre.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier, la Liberté publie, au bas de sa quatrième page, le programme de tous les spectacles de Paris, avec les noms des acteurs.

A la demande d'un grand nombre de nos abonnés, nous publions désormais sans interruption le tableau quotidien des faillites pour le département de la Seine.

## LES TÉLÉGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

### Angleterre

Londres, 3 janvier.

Bulletin officiel de midi. — Le prince de Galles a bien dormi. S. A. recouvre ses forces et l'affection locale s'améliore.

### Allemagne

Berlin, 3 janvier.

A l'occasion des réceptions du nouvel an, l'empereur a adressé aux généraux et aux ministres une allusion dans laquelle il leur a exprimé sa gratitude pour la façon dont ils ont, durant la guerre, contribué à l'heureux accomplissement d'une grande tâche. L'empereur a ajouté que désormais les efforts de tous doivent tendre à rendre l'économie la paix qui, selon tout espoir, pour longtemps assurée, à l'Allemagne, à fortifier les bases sur lesquelles est assise la grandeur actuelle et à développer toutes les ressources morales et matérielles de la nation.

La Correspondance provinciale annonce que le lieutenant général de Stosch a reçu le titre de chef de l'armée. Le général de Stosch a été, en même temps, élevé au rang de ministre d'Etat de Prusse.

### Roumanie

Bucharest, 3 janvier, soir.

La Chambre a adopté, par 75 voix contre 43, la convention relative aux chemins de fer roumains, conformément au projet de la majorité de la commission, sauf quelques légères modifications.

### Espagne

Madrid, 3 janvier, soir.

Le gouvernement a reçu, aujourd'hui, deux télégrammes de Cuba. On suppose qu'ils ont trait à la visite du navire Florida opérée par le navire Blanco.

L'ambassadeur, MM. Santa-Cruz et Martin Herrera ont dîné aujourd'hui chez le maréchal Serrano.

Le conseil des ministres s'est réuni dans l'après-midi. M. Sagasta étant indisposé n'y a pas assisté.

On croit que les Cortès se réuniront le 18 au 20 janvier.

(Agence Havas.)

PARIS, JEUDI 4 JANVIER 1872

## LA JOURNÉE POLITIQUE

Au début de la séance d'hier, l'honorable M. Johnston a déposé sur le bureau de l'Assemblée une proposition tendant à la nomination d'une commission de quinze membres, qui serait chargée d'examiner s'il y a lieu d'apporter des modifications au traité de commerce de 1860 et de le dénoncer. M. Johnston a demandé, en outre, à l'Assemblée de vouloir bien déclarer l'urgence de cette proposition.

Cet incident a fourni au gouvernement l'occasion d'affirmer de nouveau qu'il persiste dans ses convictions protectionnistes. M. le ministre des finances a objecté à la proposition de M. Johnston qu'une étude nouvelle de la question de la liberté commerciale serait complètement inutile, puisque la commission du budget rectificatif de 1871 a déjà été saisie de cette question à l'occasion de l'impôt sur les matières premières, et qu'elle va incessamment être appelée à défendre, devant l'Assemblée, les conclusions de son travail, qui tendent à la dénonciation des traités.

L'Assemblée a repoussé l'urgence sur la proposition de M. Johnston.

Ce sera donc incidemment, lors de la discussion de l'impôt sur les matières premières, que sera débattue la grave question de la liberté commerciale. Le gouvernement, d'ailleurs, s'est engagé à accepter la discussion la plus complète, la plus étendue sur la matière.

La discussion de l'impôt sur les revenus avance toujours du même pas, lentement, très lentement. Nous renvoyons nos lecteurs à notre Lettre de Versailles, pour les détails de la discussion d'hier.

Le Journal officiel annonce que M. le préfet de la Seine vient d'inviter l'administration de l'assistance publique à ouvrir

de nouveau, dans tous les arrondissements de Paris, les fourneaux économiques qui, pendant l'hiver dernier, ont rendu tant de services à la population parisienne.

Nous ne pouvons qu'applaudir à cette excellente pensée. Une feuille radicale reprochait hier à l'administration de n'avoir pris encore aucune mesure pour combattre l'effroyable misère dans laquelle sont plongées les familles des morts et détenus de la Commune. M. le préfet de la Seine fait à ces reproches immérités la plus éloquente réponse.

Une dépêche datée de Berlin, 3 janvier, nous apporte un court résumé de l'allocation adressée par l'empereur d'Allemagne à ses généraux et ministres à l'occasion des réceptions du jour de l'an. « Les efforts de tous, a dit l'empereur, doivent tendre à rendre l'économie la paix qui, selon tout espoir, est pour longtemps assurée à l'Allemagne. »

Ces protestations pacifiques sont, depuis quelques semaines, à l'ordre du jour, dans les régions officielles et officieuses du nouvel empire. « La perturbation de la paix par le fait de l'Allemagne, écrivait, il y a deux jours, la Norddeutsche allgemeine Zeitung, est une véritable impossibilité. »

Se plaçant plus particulièrement au point de vue des relations de l'Allemagne avec la Russie, la Provinzial Correspondenz écrit de son côté : « Les nations européennes peuvent s'abandonner sans réserve à la certitude que l'échange des sentiments amicaux qui a eu lieu récemment entre les gouvernements allemands et le grand empire russe, repose sur la base solide d'une communauté réelle de tendances politiques, et qu'il a donc une portée sérieuse pour la paix durable de l'Europe. »

Ces protestations, malgré leur touchante unanimité, rencontrent beaucoup d'incrédulité. La paix d'un Etat est bien précieuse quand elle ne repose que sur la crainte qu'inspire aux Etats rivaux la supériorité passagère de sa force. La paix d'un Etat est bien précieuse quand elle n'a point pour fondement la confiance et la sympathie que donnent aux Etats rivaux l'esprit de justice de sa politique et sa modération dans les succès.

La guerre injuste qu'après la chute de l'Empire, l'Allemagne a continuée contre la France, et l'effroyable rigueur des conditions qu'elle a mises à la paix, sont bien propres à lui attirer cette confiance et cette sympathie.

## LE CHOIX D'UN DÉPUTÉ

Nous n'avons plus à hésiter pour faire connaître à nos lecteurs quel est définitivement le candidat de notre choix pour les nouvelles élections de Paris. Ce candidat est M. Vautrain, actuellement président du conseil municipal et du conseil général de la Seine. Nous ne saurions trop insister pour que tous les hommes qui veulent affermir l'ordre public, si ébranlé en France, indigent, par la nomination d'un républicain modéré, d'un échec nécessaire au parti radical.

La tactique de ce dernier est de faire de la candidature de M. Vautrain une candidature purement officielle dont le gouvernement payerait le succès par son retour à Paris. Ce sont là des manœuvres dont les honnêtes gens se défient. Il est certain que si une majorité imposante d'électeurs porte à l'Assemblée nationale l'honorable président du conseil municipal, celle-ci aura moins de défiance à voter le retour du gouvernement et le transfert de son siège à elle dans la capitale. Voilà seulement ce que M. Vautrain a voulu laisser jus-

tement pressentir dans sa profession de foi. Ce choix d'un candidat républicain modéré va permettre à Paris de compter le nombre des radicaux, des conservateurs républicains et des monarchistes de diverses nuances qui se trouvent dans la capitale.

Ne fût-ce que pour que cette expérience soit complète et reste bien acquise et hors de doute, nous engageons instamment les électeurs à ne pas s'abstenir. A moins qu'on ne veuille faire du suffrage universel un vain mot, une lettre morte, il faut que tous les électeurs votent. Si les honnêtes gens avaient toujours bien compris leurs devoirs d'électeurs la Commune n'aurait peut-être pas existé. Compréhendent-ils enfin qu'il est temps d'en finir avec la peur et les équivoques? Le commerce de Paris se meurt sous le poids de l'absence du gouvernement et de l'Assemblée. L'élection de M. Vautrain peut lui rendre la vie et la prospérité. Electeurs, propriétaires, commerçants, industriels, artisans de la capitale, hésitez-vous à aller voter; portez-vous cette unique occasion qui vous est offerte de jeter un pont entre vous et Versailles, et de rendre ainsi à Paris, et par contre-coup à la France, son ancienne splendeur?

LEONCE DÉTROYAT.

## LA CANDIDATURE DE M. VAUTRAIN

Le Siècle, journal de la désunion, des réticences et de l'équivoque, déclare ce matin qu'il votera pour M. Vautrain. « Nous voterons pour lui avec tristesse, avec résignation, mais aussi avec fermeté », ajoute le Siècle. Pascal, excentrique des hypocrisies, aurait saisi au passage cette phrase tortueuse, et aurait conclu de ces restrictions mentales que rien de plus perilleux ne pouvait être écrit contre le but que se propose en apparence le Siècle.

L'Avenir national et la République française y mettent plus de franchise : le premier de ces journaux, malgré son aversion nettement formulée pour le mandat impératif, sous les fourches caudines duquel Victor Hugo passe et repasse avec tous ses lauriers, au moins caprice des électeurs de la rue d'Arras, se rallie à la candidature radicale et communaliste du grand poète ; la République française avait précédé l'Avenir national et placé depuis plusieurs jours le nom de Victor Hugo en tête de ses colonnes. Ces deux journaux, répétons-le, ont accompli cette évolution avec une franchise d'allures qui les honore.

On ne procède point ainsi au Siècle, où, malgré la perte de M. Havin, l'esprit du normand domine et persiste.

« M. Vautrain a parlé, dit le Siècle. Hélas! sa profession de foi n'est pas de celles que nous avions rêvées. Dans cette malheureuse circulaire, qui pourtant contient des points acceptables, il y a bien des choses qui n'y devraient pas être, et bien des choses sont absentes qui y devraient figurer. On sent que l'auteur s'est plus tourné du côté de l'Union parisienne que du côté de la gauche; qu'il s'est plus préoccupé d'attirer les peureux ou les indifférents que de retenir les républicains. A notre point de vue c'est une faute, et la situation de M. Vautrain était si simple, si nette, que nous ne comprenons pas encore comment cette faute a pu être commise. »

Tout l'article que le Siècle consacre à M. Vautrain est écrit dans ce goût. La clientèle du Siècle a pour mission de débrouiller cet énigme. Disons, pour ceux de nos lecteurs qui ne comprendraient rien à ce logographe, qu'en faisant allusion aux choses qui ne devraient pas être dans la circulaire de M. Vautrain, le Siècle en-

tend surtout faire allusion à la déclaration de ce dernier, que « la République n'est pas au-dessus du suffrage universel. »

Cette déclaration si nette, si catégorique détermine l'Avenir national à recommander la candidature de M. Victor Hugo, soutenue par tous les partisans de la Commune.

Posée en ces termes la candidature de M. Vautrain, devient un drapier. Autour de ce drapier se sont rangés déjà les journaux qui tout en considérant la République comme la meilleure et la plus logique des formes de gouvernement affirment que la République n'est pas au-dessus du suffrage universel.

Au nombre de ces journaux, citons au courant de la plume : la Liberté, le Journal des Débats, le Temps, l'Opinion nationale, le Moniteur universel, le Petit Moniteur, la Cloche, la Petite Presse, le Bien public et... le Siècle.

Les journaux de la République de droit divin, comme la République française, l'Avenir national, réduits à confondre leur cause avec celle de la Commune, font chorus avec la Constitution, le Radical et autres feuilles de même goût.

Enfin les journaux qui n'admettent même pas la République à titre d'expérience loyale, qui se refusent à soutenir l'ordre de choses actuel, se trouvent naturellement réduits à conseiller l'abstention.

Pour ceux qui, comme l'Union, la Gazette de France, s'abstiennent depuis quarante ans, il n'y a rien de changé; mais pour nombre de nos collègues signataires du pacte de Bordeaux, cette attitude nouvelle n'est pas sans danger.

La candidature de M. Vautrain, en partageant l'opinion publique et les journaux parisiens en plusieurs catégories nettement définies, acquiert une importance exceptionnelle à nos yeux :

Elle élève énergiquement les horreurs de la Commune.

Elle affirme la République, sans déclarer cette forme de gouvernement supérieure au suffrage universel.

Elle proclame la nécessité du retour de l'Assemblée à Paris.

En admettant que certains électeurs puissent ignorer pour qui ils vont voter, ils savent dès aujourd'hui que ce n'est pas tant le nom d'un homme que l'affirmation d'un principe qu'ils vont déposer dans l'urne.

JULES DE PRÉCY.

## On lit dans le Journal des Débats :

Nous sommes priés de déclarer que M. le duc d'Aumale n'a écrit, publié, ni fait publier aucune lettre signée « Verax. »

## LETTRES DE VERSAILLES

3 janvier.

On s'attendait aujourd'hui à une séance de rentrée, sans incident, sans discussion intéressante. Le public, qui apprend à se connaître chaque jour en choses parlementaires, traite nos députés comme de véritables écoliers. La digestion des bonbons du jour de l'an lui paraissait une obligation de première nécessité, fatale, inévitable. Les tribunes regorgeaient de provinciaux, de spectateurs qui viennent voir la salle du théâtre de Versailles avec la même solennité que les touristes anglais vont voir le Pirée. A peine dans le nombre quelques exceptions connues qui se pourraient nommer.

Pendant le quart d'heure de grâce que M. Grévy accorde à ses collègues, j'étudie le parti où les groupes discutent avec animation, et où quelques députés tiennent une petite cour autour de leur banc. Entre tous, et celui qui m'a paru recevoir l'ovation la plus caractéristique, c'est Mgr Dupanloup, fai-

sant face à son confrère irréconciliable de l'Académie, M. Littré. Leurs doctrines ne sont pas assurément plus opposées, plus éloignées l'une de l'autre que leurs places respectives dans la géographie des parties à l'Assemblée.

Le philosophe positiviste se perd à l'antipode de gauche, dans les rangs mêlés des républicains avancés et de la gauche radicale; son attitude est modeste, obscure. Il semble s'abstraire des discussions qui s'agitent autour de lui, et lit machinalement plusieurs journaux. La première impression est celle d'un député qui tromperait sans malice le mandat de ses électeurs, passant dans la lecture des ans les heures précieuses qu'il devrait employer à le bien remplir. La physiologie socratique de M. Littré révèle seuls le savant, le penseur, un des caractères philosophiques les mieux trempés de l'époque et peut-être de toutes les époques. C'est quelque chose comme l'idéal réalisé des philosophes du dix-huitième siècle, qu'ils réalisent eux-mêmes tout peu; la moitié de la définition de l'orateur, et étant si bien le vir probus qu'on peut lui pardonner de n'être pas dicendi peritus.

A l'antipode de droite, Mgr d'Orléans siège avec la pompe majestueuse d'un évêque du grand siècle; il est grave, attentif; sa tête est noble, caractéristique, pleine de commandement et de ce ne sais quelle verve sarcastique qui se fait jour à travers sa retenue, en tous points, le contraire de M. Littré, qui ressemble beaucoup à un notaire de village. Les collègues de Mgr Dupanloup l'entourent d'une courtoisie respectueuse, très légitime et très méritée assurément, mais qui n'est pas moins avec le ton général d'une assemblée parlementaire. Au milieu de la fleur du légitimisme et du cléricalisme il est avant tout l'homme de Dieu, le dernier des Pères.

L'éclat de la lecture à l'Académie tombait aujourd'hui. On s'en aperçut aisément dès le début de la séance.

Le centre droit a fait concurrence à la droite elle-même dans un véritable concours de félicitations apportées au banc de l'évêque. MM. Balthé et Lefèvre-Pontalis se sont succédés à ces cotés; la conversation de ce dernier n'a pas duré moins d'une heure, en sorte que les compliments adressés au passage semblaient s'adresser pour partie à son petit personnage.

Vous savez peut-être qu'on parle d'une visite faite par M. Pontalis à M. Guizot, dans laquelle le député de Seine-et-Oise aurait vivement reproché à l'illustre académicien d'avoir assuré, par son patronage, le succès de la candidature de M. Littré. La représentation nationale et l'Académie sont deux corps d'origine, de nature et de destination tout à fait étrangères, n'ayant et ne devant avoir l'un sur l'autre aucune supériorité, aucun contrôle. M. Guizot, à mon sens, était parfaitement libre d'user, comme bon lui semblait, de son influence sans avoir de compte à rendre aux politiciens de son pays. Mais ne vous semble-t-il pas que M. Lefèvre-Pontalis a cru pouvoir s'attribuer une part légitime de collaboration dans la lettre à l'Académie, et en percevoir comme de juste le bénéfice? C'est ainsi, du moins, que tout le monde l'a interprété.

Autour de M. Littré l'affluence était bien moindre. La gauche fait profession de mépriser les honneurs, ne comprend qu'à demi les honneurs littéraires. C'est une gloire bien plus grande pour elle d'occuper le quarante-unième fauteuil de l'Académie, où Molière et Jean-Jacques Rousseau se sont assis; au fond, c'est une gloire bien plus facile, car, à défaut de l'opinion de ses lecteurs, l'opinion de son libraire et la sienne propre suffisent. Quant au duc d'Aumale, présent à la séance ainsi que le prince de Joinville, peu ou point de félicitations. La Chambre estime-t-elle que l'immortalité académique et le droit de siéger dans son sein, c'est trop en une fois? Présent-elle l'ardentement que la qualité de prince est un privilège toujours dangereux par lui-même, ayant une vertu propre comme l'opium à la propriété dormitive, et qu'il faut la noyer dans la loi commune et dans l'indifférence?

M. Thiers est resté à son banc pendant la plus grande partie de la séance, qui a été

ter aux personnes charitables qu'il y abien des infortunes à soulager à Paris, et à faire des quêtes fréquentes. Cette lettre pourra, dit en terminant l'archevêque, être lue et commentée en chaire par MM. les curés.

On nous écrit de Versailles :

M. Schœlcher a reproduit hier à la Chambre une proposition sur la peine de mort qu'il avait présentée à l'Assemblée législative le 21 février 1851, et qui n'avait pas abouti.

La proposition de M. Savatier-Laroche sur le même objet avait été rejetée au scrutin public, le 8 décembre 1850, par 400 voix contre 183.

Les bureaux se réunissent aujourd'hui pour dire la commission chargée d'examiner le projet de M. Jules Simon, relatif à l'instruction primaire.

La majorité paraît hostile aux idées gouvernementales, et on peut assurer dès à présent qu'elles rencontreront une forte opposition, manifestée par le choix des membres de la commission et l'élection du bureau.

M. de Gramont a été de nouveau entendu ce matin par la commission du 4 septembre. Son attitude dédaigneuse et guidée a indisposé les membres de la commission.

La fameuse déclaration de l'ancien ministre au Corps législatif, le 6 juillet 1870, se terminant par ces mots : « Si l'en était autrement, fort de votre appui, messieurs, et de celui de la nation, nous saurions remplir notre devoir sans hésitation et sans faiblesse », a été l'objet de longs commentaires.

On a fait observer au ministre qu'il avait stylé la majorité et fait étouffer par elle toutes les réclamations. On a rappelé les protestations de MM. Garnier-Pagès, Picard, Crémieux, Arago, Péroche, Barthélemy Saint-Hilaire, Arago, M. Lefèvre-Pontalis a reproché au duc de Gramont d'avoir engagé la France malgré elle dans une guerre fatale, par cette déclaration imprudente qui, au mépris des lois diplomatiques était un ultimatum. M. de Gramont a tout rejeté sur M. Benedetti.

BOURSE DU 4 JANVIER				OBLIGATIONS			
Cours	Précéd.	Clôture	Plus	Cours	Précéd.	Clôture	Plus
3 0/0	56 50	56 50	..	Départ. de la Seine	242	240	..
4 1/2 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 1855-1860	285	285	..
5 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 1865-1870	285	285	..
5 1/2 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 1870-1875	285	285	..
6 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 1875-1880	285	285	..
6 1/2 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 1880-1885	285	285	..
6 3/4 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 1885-1890	285	285	..
6 5/8 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 1890-1895	285	285	..
6 7/8 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 1895-1900	285	285	..
7 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 1900-1905	285	285	..
7 1/8 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 1905-1910	285	285	..
7 1/4 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 1910-1915	285	285	..
7 1/2 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 1915-1920	285	285	..
7 3/4 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 1920-1925	285	285	..
7 5/8 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 1925-1930	285	285	..
7 7/8 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 1930-1935	285	285	..
8 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 1935-1940	285	285	..
8 1/8 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 1940-1945	285	285	..
8 1/4 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 1945-1950	285	285	..
8 1/2 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 1950-1955	285	285	..
8 3/4 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 1955-1960	285	285	..
8 5/8 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 1960-1965	285	285	..
8 7/8 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 1965-1970	285	285	..
9 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 1970-1975	285	285	..
9 1/8 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 1975-1980	285	285	..
9 1/4 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 1980-1985	285	285	..
9 1/2 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 1985-1990	285	285	..
9 3/4 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 1990-1995	285	285	..
9 5/8 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 1995-2000	285	285	..
9 7/8 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 2000-2005	285	285	..
10 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 2005-2010	285	285	..
10 1/8 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 2010-2015	285	285	..
10 1/4 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 2015-2020	285	285	..
10 1/2 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 2020-2025	285	285	..
10 3/4 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 2025-2030	285	285	..
10 5/8 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 2030-2035	285	285	..
10 7/8 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 2035-2040	285	285	..
11 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 2040-2045	285	285	..
11 1/8 0/0	56 50	56 50	..	Ville, 2045-2050	285	285	..</











foncières, les contribuables qui doivent y faire face par leurs revenus mobiliers.

Je crois qu'il est mauvais et inexact de dire que les uns paient tout et les autres rien, et je regrette vivement que, pour soutenir cette thèse, on s'appuie sur les chiffres que l'on vous donnait tout à l'heure.

Je ne demande pas l'augmentation des taxes supportées aujourd'hui par la propriété foncière. Je me borne à vous dire : donnez l'élan au travail, excitez-le, encouragez-le; donnez la sécurité au commerce et à l'industrie, et surtout affranchissez les capitaux des entraves dont sont chargés les articles du projet de vote de commission.

Alors, grâce à la progression rapide de vos impôts actuels, vous pourrez facilement diminuer l'importance des taxes que vous comptez soumettre encore au vote de l'Assemblée.

Les pays, plus aisés, plus riches, plus libérés de ses allures, travaillera plus, produira beaucoup plus, paiera des impôts plus nombreux et avec plus de facilité. Alors, avec le concours et le travail de tous, nous arriverons à nous passer de nouvelles et petites taxes vexatoires et à faire face plus rapidement à nos charges pour le plus grand bien de nos finances et du pays. (Approbation sur quelques bancs. — Mouvements divers.)

M. Paulin Gillon défend l'article 14. La commission, dit-il, n'a voulu imposer que des revenus qui ne fussent pas encore frappés. C'est pour cela qu'elle a distingué plusieurs catégories. Ce sont ces catégories de revenus impossibles qui forment l'article 13. Il présente en faveur du projet de la commission des considérations d'un caractère général qu'il a tirées de la situation de la France dont les charges sont lourdes aujourd'hui. (Très bien !)

M. Duvergier de Léauranne. N'introduisons pas une confusion dans la discussion. Nous ne discutons pas sur le budget de 1872, mais sur le projet du gouvernement qui impose certaines valeurs mobilières.

L'impôt sur le revenu a été rejeté et l'on ne saurait y revenir d'une manière subreptice. Que reste-t-il du projet de la commission? Sur quoi discutons-nous?

Voix diverses : Sur l'article 14 sur l'article 14 ! M. Duvergier de Léauranne. Très bien ! Nous discutons l'impôt de 3 pour 100 sur les valeurs mobilières et il faudrait que le gouvernement s'expliquât lui-même, comme il l'a fait dans son exposé des motifs sur le budget de 1872. C'est sur le projet des valeurs mobilières présentées par le ministre des finances que nous devons seulement discuter.

A mon sens, un impôt sur les valeurs mobilières serait fâcheux, s'il était d'un impôt général sur le revenu. C'est le droit d'association que l'on veut atteindre. C'est le travail de la propriété industrielle qui sera atteint par le projet, et il y a là une grande injustice de frapper les uns et de ne pas atteindre les autres.

Vous n'atteindrez pas le capitaliste seul, et vous frapperez l'association de deux industriels qui pourront être saisis par la déclaration de l'association elle-même. Vous arriverez à mettre ainsi l'industrie française dans un état d'infirmité patente avec l'industrie étrangère.

En résumé, ne mettons pas d'impôt sur les valeurs mobilières, ou, si vous le voulez absolument, qu'il soit modéré, qu'il soit sur les valeurs mobilières, il gênerait le travail et l'industrie de manière à atteindre profondément, sinon à détruire entièrement la propriété industrielle en France.

M. Raoulot. M. de Souheyran, dans sa conclusion, s'est mis en contradiction avec sa thèse. Comment veut-il frapper la fortune mobilière en exonérant les capitaux. D'ailleurs une terre, une ferme, n'est-ce pas là aussi un capital, tout comme l'argent?

L'honorable orateur déclare que, tout en étant pas partisan de l'impôt sur tous les revenus, il reconnaît que certaines valeurs mobilières doivent être imposées.

Il n'y a pas impossibilité de concorde avec la commission, et, dans ce but, le ministre demande que les articles spéciaux du projet du gouvernement sur le budget de 1872, c'est-à-dire les articles 8 et 13 du projet gouvernemental sur les valeurs mobilières, l'enregistrement et le timbre, soient renvoyés comme amendement à la

commission pour que le gouvernement se mette d'accord avec elle.

Cette proposition est adoptée par l'Assemblée. M. le président consulte l'Assemblée sur l'ordre de la discussion future.

M. Benoist d'Azy, président de la commission du budget rectifié de 1871, demande que la commission examine les questions de douane et même de marine marchande qui sont indiquées dans le budget de 1872.

M. Victor LeFranc, ministre du commerce : Il s'agit de renvoyer l'article 14 de la commission et de le comparer avec la question traitée dans le budget de 1872; c'est l'affaire de quelques instants, et qui demande tout au plus un jour de discussion dans les bureaux.

M. Prax-Paris. Il s'agit d'abord de savoir quel est le chiffre dont nous avons besoin dans les impôts que nous avons à établir. N'entendons pas les matières premières ni les traités de commerce de 1860 avant de finir l'impôt sur le revenu.

Demain, à l'ordre du jour, ce qui existe aujourd'hui et tirage des billes.

M. le président propose de mettre demain dans les bureaux l'examen du projet sur l'instruction primaire. (Déclamations.)

Voix diverses : On n'est pas en nombre ! M. le président. L'Assemblée est toujours en nombre pour régler son ordre du jour. Je n'en fais pas moins remarquer à l'Assemblée que beaucoup de nos collègues ne seront pas avertis. Je consulte l'Assemblée.

L'Assemblée décide que le projet en question sera placé à l'ordre du jour de demain.

La séance est levée à cinq heures cinquante minutes.

## LES TRIBUNAUX

### DIXIÈME CHAMBRE CORRECTIONNELLE

#### DÉPRÉDATIONS AU BOIS DE BOULOGNE

Le 3 janvier ont commencé les poursuites exercées contre une série de 250 habitants de Boulogne, qui auront à rendre compte de déprédations par eux commises dans le bois de Boulogne pendant les deux périodes du siège et de la Commune. On estime que ces affaires occuperont le tribunal pendant quinze ou vingt audiences.

Neuf prévenus étaient cités pour l'audience de ce jour.

Tous ont avoué qu'ils avaient pris du bois dans le bois de Boulogne; les uns des branches, les autres des troncs. Mais ils donnent pour excuses, d'une part, la misère profonde qu'ils étaient, le froid excessif, et, d'autre part, que ce bois leur a été donné, soit par des soldats, soit par des délégués de l'administration du bois de Boulogne.

M. le substitut Tanon a fait connaître que l'évaluation la plus modérée des déprédations commises dans le bois de Boulogne s'élève à une somme de 30 à 40,000 francs; car, aux coupes régulières faites dans la première période des grands froids, il faut ajouter les dévastations des maraudeurs.

C'est pendant la Commune que cette dévastation a été la plus grave; et, il faut le dire, quelques habitants de Boulogne ont profité beaucoup trop largement des malheurs publics pour se jeter sur la propriété publique, et trop souvent même sur la propriété privée. Il y a eu des moments où tout devenait la proie du premier arrivant.

Mais à propos de ces délits si nombreux, il est, nous pensons, utile de nous demander quelle est la loi à appliquer. Sera-ce le Code forestier qu'il faudra viser, dans ses articles 188, 192 et 195; sera-ce l'article 388 ou l'article 401 du Code pénal?

Pour nous, nous ne pensons pas que le Code forestier soit applicable, car le bois de Boulogne a été distrait du domaine forestier par le décret de 1852.

Ce ne sera pas non plus l'article 388 du Code pénal, qui ne vise pas le délit imputé

aux prévenus; il ne restera donc que l'article 401, c'est-à-dire un vol pur et simple.

En effet, le bois de Boulogne est une promenade publique; s'il contient des arbres, qui y viennent naturellement, comme dans une propriété forestière, il contient aussi des arbustes et des fleurs. Le décret qui distrait le bois de Boulogne du régime forestier, dans ses trois premiers articles, lui donne essentiellement le caractère d'un jardin public.

Aussi, par sa destination, par son usage, en 1852, comme depuis, le bois de Boulogne était et est resté ce qu'il était, c'est-à-dire une promenade, un parc d'agrément pour les habitants de Paris; le décret de 1852 ne lui donne pas d'autre dénomination; nous pensons donc qu'il y a lieu d'appliquer aux prévenus l'article 401 du Code pénal.

Nous n'entrons pas dans les détails de ces nombreuses affaires, qui ont toutes le même caractère, et se sont passées dans les mêmes circonstances. Tous les prévenus diront la même chose, présenteront les mêmes excuses, mais de tous ces dires il se dégagera un type général de défense qui guidera le tribunal; nous persistons dans nos conclusions.

Conformément à ces conclusions, le tribunal, après délibération en la chambre du conseil, a condamné les sieurs Guereau, Paragot et Doucet chacun en quinze jours de prison et 100 francs d'amende, les sieurs Leleuvre, Gaisot et Vidal, chacun à dix jours de prison, le sieur Marc à huit jours, et le sieur Catlant et la veuve Lemaire chacun à six jours.

## 8<sup>e</sup> CHAMBRE CORRECTIONNELLE

### DEFAUT DE CAUTIONNEMENT

M. Valpéon, directeur gérant du journal le Bien public, a comparu le 3 janvier, pour publication dudit journal sans versement préalable du cautionnement.

M. Valpéon a déclaré et établi que, depuis les poursuites, ce versement avait été fait, et il a réclamé l'indulgence du Tribunal.

Dans ces circonstances, le tribunal n'a prononcé qu'une amende de 50 francs.

## ECHOS DE PARTOUT

Hier, 3 janvier, anniversaire de la bataille de Bapaume, a été célébrée une cérémonie religieuse en l'honneur des soldats français tués dans cette journée. Toutes les autorités du département y assistaient.

Un discours a été prononcé par M. Langlet, candidat républicain aux élections. Il a relevé l'occasion bonne pour placer une profession de foi qui a été, du reste, fort mal accueillie.

Hier, dans l'après-midi, l'ex-reine d'Espagne Isabelle a rendu visite à l'empereur du Brésil. L'entrevue, qui a duré près d'une heure, a été pleine de cordialité. L'ex-souveraine habite en ce moment Passy.

Parmi les représentants des puissances étrangères qui sont venus offrir à M. Thiers, le 1<sup>er</sup> janvier, l'expression de leur considération distinguée, se trouvaient les membres de l'ambassade japonaise.

Il était convenu qu'un petit discours serait lu en français par le premier interprète, au nom du principal ambassadeur.

Mais celui-ci, trouvant probablement que cela ne suffisait pas, appela, quelques minutes avant la cérémonie, l'interprète dans un coin, et se fit enseigner comment les Français se faisaient leurs compliments de nouvel an.

Alors, s'avançant vers le président de la

République, et le saluant avec un respect aussi oriental que possible, il laissa tomber ces mots en français, d'une voix gutturale, et avec un accent horriblement japonais :

— Je vous la salue !

On voit d'ici l'ahurissement général.

M. Thiers, troublé, ne put que murmurer :

— Vous êtes bien bon...

Et sera vigoureusement la main de l'ambassadeur.

C'est le 16 janvier qu'aura lieu décidément à Notre-Dame la cérémonie funèbre qui sera célébrée en l'honneur des morts de l'année 1871. L'église entière sera tendue de noir; un orchestre complet accompagnera un chœur d'orphéon, qui chantera un requiem composé exprès pour la circonstance. Mgr Guibert officiera. Il ne sera prononcé aucune oraison funèbre. Des détachements de tous les régiments de Paris et de Versailles seront rangés autour de l'église. Le président de la République, les ministres, une députation de l'Assemblée nationale et tous les généraux présents à Paris assisteront à la cérémonie. Les portes ouvriront à onze heures précises.

L'empereur du Brésil remportera à Rio un titre de plus : celui de membre honoraire de la bibliothèque Mazaria. Il lui a été décerné avant-hier, à la suite d'une visite de plus de deux heures faite par lui à cet établissement. L'empereur a, dans le cours de cette visite, fait preuve des connaissances bibliographiques les plus étendues. Comme ceux qui l'entouraient en paraissant un petit surhomme.

— Oh! fit-il en souriant, je suis aussi un peu homme de lettres, et j'ai publié un gros ouvrage en portugais sur l'agriculture, sans compter une Vie de Fernand Cortez, également de mon cru. Seulement, je ne les ai pas signés, contrairement à l'exemple de l'empereur Napoléon III.

L'empereur a pris, en partant, les noms de tous les employés de la bibliothèque Mazaria. Nul doute que ceux-ci ne reçoivent prochainement un souvenir de dom Pedro.

Le public d'un de nos théâtres de genre assistait hier à une scène conjugale qui, pour ne pas se passer derrière la rampe, n'en était pas moins d'un comique achevé.

Personnages : Un mari comme il y en a beaucoup; une femme légitime comme on en trouve souvent; et deux personnages épisodiques comme on en rencontre dans les deux sexes.

Le hasard, qui n'en fait jamais d'autres du reste, avait placé monsieur aux fauteuils et madame dans une loge grillée, en compagnie d'un monsieur du high-life.

Pendant l'entr'acte, le mari — circulant dans les couloirs — s'arrêta pétrifié à la porte de la loge; un rictus fâché lui donnait la gamme particulière servait de variations aux propos amoureux-boulevardiers d'une voix de baryton. Le doute subsistait le temps de faire ouvrir la porte de la loge qui se referma derrière Othello.

Alors se déchâna une véritable tempête dans une haingnoise, et la toile se releva après trois coups... que les voisins prirent pour des claques échangées.

Cherchez quelle fut cette belle, La grâce décorait son front, etc.

L'empereur du Brésil assistait l'autre soir à la représentation des Femmes savantes de Molière. Le général Morin lui demandait à ce propos ses sentiments sur l'œuvre du maître.

— Je ne sais rien, reprit l'empereur, d'aussi attachant que le mot terre.

LOCATIONS

A LOUER TOUT DE SUITE BEL APPARTEMENT composé de trois chambres à coucher avec cabinets de toilette, deux salons, salle à manger, antichambre, cuisine, deux chambres de domestiques, tout le nécessaire au-dessus de l'entresol, et deux caves, rue d'Assolvi, 4 bis. Prix : 2,400 francs.

A LOUER DE SUITE aux Prés-Saint-Gervais, Grande-Rue, 12, une MAISON neuve, propre à toute industrie; pensionnat de demoiselles, entrepôt de marchandises, fabrique, — Grand jardin, potager et d'agrément, vastes étables, grande serre vitrée. Cette maison, située à la porte de Paris, peut convenir aussi à un jardin fleuriste et maraîcher. 4,000 mètres de terrain. — S'y adresser.

AVIS

Pour la troisième fois, M. LOUIS BAYARD, commerçant, rue du Temple, 51, à Paris, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 100, à Lyon, et à Saint-Etienne, avenue de la Gare, prévient QU'IL NE PAIEA AUCUN DETTE contractée par M. LOUIS-ALBERT BAYARD, son fils, qui est marié d'un conseil judiciaire, en vertu d'un JUGEMENT du tribunal civil de la Seine en date du 8 mai 1869. Il prévient en outre que son fils ne fait pas partie de sa maison, qu'il n'est chargé d'aucune procuration; qu'en conséquence, il n'admettra aucune espèce de réclamation.

Non conseil judiciaire est M. MOULLEFARINE, avocat, rue Ventadour, 7, à Paris.

AVIS DIVERS

CHATELAIN. — 7 h. 0/0

BOUFFES-PARISIENS. — 7 h. 1/2

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

FOLIES-NOUVELLES. — 7 h. 3/4

CIRQUE NATIONAL. — 8 h.

ELDORADO

ALCAZAR

CONFÉRENCES. — 8 h.

SIÈGE LE PARIS

CASINO

TABLEAUX DU SIÈGE DE PARIS

## VENTES IMMOBILIÈRES À L'ENCHÈRE

ADjudication, même sur une enchère, en la Chambre des notaires de Paris, par le ministère de M. SCHÉCHER, l'un des, le mardi 9 janvier 1872, à midi, d'une

MAISON, PARIS, des Coutures 10.12 Revenu : 12,630 fr. — Mise à prix : 85,000 fr. Et d'un TERRAIN A NOGENT-sur-MARNE Contenance : 145 m. — Mise à prix : 500 fr. S'adres. à M. Schécher, notaire, r. Le Peletier, 18.

MAISON rue des Petites-Ecuries, PARIS A VENDRE, même sur une enchère, en la Chambre des notaires de Paris, le mardi 23 janvier 1872. Prod. d. jozt, 11,220 fr. — Mise à prix : 100,000 fr. S'adres. à M. Schécher, notaire, r. Le Peletier, 18.

MAISON rue du Faubourg-Saint-Denis, 82, A PARIS de M. ROBINEAU, avoué à Paris, rue Montmartre, n° 103. Au Palais de justice, à Paris, le 29 janvier 1872, à deux heures, d'une

MAISON rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 82. Mise à prix : 100,000 fr. S'adresser pour les renseignements : 1<sup>er</sup> A M. Robinseau, avoué, rue Lafitte, n° 52; 2<sup>e</sup> A M. Dromery, avoué, rue Lafitte, n° 52; 3<sup>e</sup> Et à M. Batardy, notaire, rue Drouot, n° 19, a.

ADjudication, sur une enchère, en la chambre des notaires de Paris, par M. ROBIN, l'un d'eux, le 16 janvier 1872, midi, d'une

MAISON PARIS, rue de l'Odéon, 7. Mise à prix : 20,000 fr. S'ad. à M. Robin, notaire, 26, r. Cr.-d.-Petits-Champs.

## AVIS AUX ACTIONNAIRES

PAYEMENT COUPONS déchu ou à verser. COMPTEUR DE COUPONS, 15, place du Havre.

E. LYON Changeur, 60, rue Lafayette, Paris. Payement immédiat des coupons des Rentes autrichiennes converties et Obligations lombardes avec plus forte prime que ce soit.

COUPONS DE JANVIER 1872 de la Rente italienne 5 0/0, de la Dette turque 5 0/0, des Rentes espagnoles 5 0/0, sont payés à présentation, ainsi que ceux des rentes, actions et obligations françaises et étrangères.

BANQUE E. HUGUET (s. année), 32, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

LOMBARDES ÉGYPTIENNES DETTE CONVERTIE D'AUTRICHE PERUVIEN, OTTOMANS 1865, etc. etc. Payement immédiat avec prime des coupons de janvier 1872. Chez E. Bery et C<sup>ie</sup>, banquiers, rue Drouot, 15, à Paris.

EMPRUNT DE LA VILLE DE PARIS TIRAGE DE JANVIER 1872 Pour participer à ce tirage, le versement de 50 fr. est obligatoire.

Le Comptoir financier de la Seine, n° 61, rue de Rennes, fait l'avance de ce versement au taux de la Banque de France.

DETTE D'ESPAGNE Paiement immédiat des Coupons SANS DÉPÔT DE TITRES 30, rue Vivienne

CHEZ RAPHAËL SOSSA & C<sup>ie</sup> Achat et Vente de titres publics. Escompte de tous coupons.

OTTOMANS. — LOMBARDS RENTE AUTRICHIENNE, RENTE ESPAGNOLE, Valeurs étrangères. Paiement immédiat et avec prime des coupons à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1872. Office du Comptoir, 1, rue Saint-Georges.

LA CAISSE DE PRÊTS SUR TITRES 8, rue de Valenciennes, 8, au-dessus de la gare, reçoit les ordres de Bourse au comptant et à terme.

LIBRAIRIE ET PUBLICATIONS DIVERSES

LE MONITEUR-FONDS PUBLICS ET DES VALEURS INDUSTRIELLES (s. année) Hebdom. 16 pages de texte; 12 fr. par an; 5 fr. gratis sur demande au directeur, 8, rue N.-St-Augustin.

GOUTTE ET RHUMATISMES guérir par les BAINS DE LANTIGUE (30 ans de succès)

VOIR LE MANUE DES GOUTTEUX, délivré gratuitement chez Dentu, gal. d'Orléans (Pal. Royal) ou adressé F. contre l'envoi d'un t.-poste de 25 c.

ACHATS ET VENTES DE FONDS DE COMMERCE

LAVOIR de 85 places (Temple), bail 16 ans, loyer 3,800 fr.; bénéf. net 14,000 fr.; prix 50,000 fr. M. Baudouin, 16, boulevard St-Denis.

G<sup>d</sup> HOTEL meublé à céder près la place Vendôme; dom. riche clientèle; produit net 50,000 fr.; prix 55,000 fr.; dont 5,000 comptant. M. LAHAYES, boulevard Sébastopol, 103

LA VOIR Hôtel-de-Ville, n° 101, bénéf. just. 12,000 fr. L. P. 25,000 fr. — Labitte, rue Rivoli, 20.

## PROGRAMME DES SPECTACLES

THEATRE-FRANÇAIS. — 8 h. 0/0

OPÉRA-COMIQUE. — 8 h. 0/0

OPÉRA. — 8 h. 0/0

THEATRE-LYRIQUE. — 8 h. 0/0

ODÉON. — 8 h. 1/4

VAUDEVILLE. — 8 h. 1/4

VARIÉTÉS. — 7 h. 1/2

PALAIS-ROYAL. — 8 h. 0/0

CHATELAIN. — 7 h. 0/0

BOUFFES-PARISIENS. — 7 h. 1/2

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

FOLIES-NOUVELLES. — 7 h. 3/4

CIRQUE NATIONAL. — 8 h.

ELDORADO

ALCAZAR

CONFÉRENCES. — 8 h.

SIÈGE LE PARIS

CASINO

TABLEAUX DU SIÈGE DE PARIS

THEATRE-FRANÇAIS. — 8 h. 0/0

OPÉRA-COMIQUE. — 8 h. 0/0

OPÉRA. — 8 h. 0/0

THEATRE-LYRIQUE. — 8 h. 0/0

ODÉON. — 8 h. 1/4

VAUDEVILLE. — 8 h. 1/4

VARIÉTÉS. — 7 h. 1/2

PALAIS-ROYAL. — 8 h. 0/0

CHATELAIN. — 7 h. 0/0

BOUFFES-PARISIENS. — 7 h. 1/2

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

FOLIES-NOUVELLES. — 7 h. 3/4

CIRQUE NATIONAL. — 8 h.

ELDORADO

ALCAZAR

CONFÉRENCES. — 8 h.

SIÈGE LE PARIS

CASINO

TABLEAUX DU SIÈGE DE PARIS

THEATRE-FRANÇAIS. — 8 h. 0/0

OPÉRA-COMIQUE. — 8 h. 0/0

OPÉRA. — 8 h. 0/0

THEATRE-LYRIQUE. — 8 h. 0/0

ODÉON. — 8 h. 1/4

VAUDEVILLE. — 8 h. 1/4

VARIÉTÉS. — 7 h. 1/2

PALAIS-ROYAL. — 8 h. 0/0

CHATELAIN. — 7 h. 0/0

BOUFFES-PARISIENS. — 7 h. 1/2

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

FOLIES-NOUVELLES. — 7 h. 3/4

CIRQUE NATIONAL. — 8 h.

ELDORADO

ALCAZAR